

Ministère de la décentralisation, de la
réforme de l'Etat et de la fonction
publique

Relatif à certaines conditions d'accès des organisations syndicales aux technologies de l'information et de la communication dans la fonction publique de l'Etat

Le Premier ministre.

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Article 1^{er}

Sont considérées comme représentatives, d'une part, les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au sein du comité technique déterminé en fonction du service ou groupe de

services concerné, d'autre part, les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au sein du comité technique ministériel ou du comité technique d'établissement public de rattachement.

Article 2

Par dérogation à l'article 1^{er}, pendant la période de six semaines précédant le jour du scrutin organisé pour le renouvellement ou la mise en place d'une ou plusieurs instances de concertation, toute organisation syndicale dont la candidature a été reconnue recevable a accès, au sein des services dont les personnels sont concernés par le scrutin, aux mêmes technologies de l'information et de la communication.

Article 3

Dans toutes les autorisations et dans toutes les déclarations de traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la gestion des ressources humaines concernant des agents de l'Etat, peuvent être destinataires des seules données requises pour la constitution de listes d'adresses électroniques nominatives professionnelles, à raison de leur mandat et dans la limite du besoin d'en connaître, les agents expressément désignés par une organisation syndicale pour l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans les conditions prévues par les dispositions de l'article 3-1 du décret du 28 mai 1982 susvisé et celles du présent décret.

Article 4

Le ministre des affaires étrangères et du développement international, la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, la garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances et des comptes publics, le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social, le ministre de la défense, le ministre de l'intérieur, la ministre des droits des femmes, de la ville, de la jeunesse et des sports, la ministre de la culture et de la communication, le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement, la ministre du logement et de l'égalité des territoires, la ministre des outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Marylise LEBRANCHU